



Direction de la communication
56 rue de Lille
75 007 Paris

ACCORD-CADRE N°20245384

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**REALISATION D'UNE VEILLE MEDIAS ET MISE A DISPOSITION,
SUR UNE PLATEFORME SECURISEE, D'UNE REVUE DE PRESSE,
DE REVUES DE PRESSE DEDIEES ET REALISATION DE
SYNTHESES D'ACTUALITE POUR LE GROUPE CAISSE DES
DEPOTS**

SOMMAIRE

Article 1 – Dispositions générales du contrat	4
1.1 – Objet de l'accord-cadre	4
1.2 – Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3 – Forme, nature et montant de l'accord-cadre	4
1.4 – Durée de l'accord-cadre	4
1.5 – Réalisation de prestation similaire	4
1.6 – Modalités relatives aux bons de commande	4
Article 2 – Pièces contractuelles de l'Accord-cadre	5
Article 3 – Définitions	6
Article 4 - Protection des données à caractère personnel	7
4.1 - Obligations du Titulaire en qualité de Sous-Traitant au sens du RGPD	7
4.2 - Obligations des Parties en qualité de Responsables disjoints de Traitements de données	8
Article 5 – Délai d'exécution	8
5.1 – Délais d'exécution	8
5.2 – Prolongation des délais	9
Article 6 – Conditions d'exécution des prestations	9
6.1 – Obligations générales du Titulaire	9
6.2 – Obligations de l'Acheteur	9
6.3 – Confidentialité	9
6.4 – Sécurité	10
6.5 – Obligation de conseil et de mise en garde	10
6.6 – Conflit d'intérêt	11
6.7 – Force majeure	11
6.8 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre	12
6.9 – Travail clandestin	12
6.10 – Fourniture d'une plateforme en ligne <u>pour le lot 1 uniquement</u>	12
6.10.1 - Hébergement de la Plateforme	13
6.10.2 - Conditions de sécurité et de sauvegarde	13
6.10.3 - Accès à la Plateforme	14
6.10.4 - Disponibilité de la Plateforme	14
6.10.5 - Support technique	15
6.10.6 - Respect des niveaux de service	15
6.10.7 - Poursuite du Service	16
6.10.8 - Garanties	17
6.10.9 - Maintenance, évolution technologique et réglementaire de la Plateforme et formation	17
6.10.10 - Restitution des Données	18
6.10.11 - Audit	18
6.10.12 - Sécurité informatique	19
6.10.13 - Droit de propriété intellectuelle applicable à la prestation de service informatique	20
6.10.14 - Régime des Données	21
6.10.15 - Recette - Vérification de service régulier de la Plateforme	21
6.10.16 - Pénalités complémentaires à l'article 12	22
6.11 – Réversibilité et reprises des Archives	23
6.11.1 Récupération des Archives du précédent accord-cadre	23
6.11.2 Réversibilité des Contenus	23
Article 7 – Prix de l'Accord-cadre	23
7.1 – Caractéristiques des prix	23
7.2 – Modalités de variation des prix	24
7.3 – Clause de réexamen des prix	24
Article 8 - Droit de propriété intellectuelle	25

Accord-cadre n° 20245384

8.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards	25
8.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats	25
Article 9 - Garantie en contrefaçon	26
Article 10 – Constatation de l'exécution des prestations	27
10.1 – Vérification et admission des Livrables et Contenus	27
10.2 – Vérification et admission de la Plateforme	27
Article 11 – Modalités de règlement des comptes	28
11.1 – Garanties Financières	28
11.2 – Acomptes et paiement partiels définitifs	28
11.3 – Présentation des demandes de paiement	28
11.4 – Délai global de paiement	29
11.5 – Paiement des cotraitants	29
11.6 – Paiement des sous-traitants	29
Article 12 – Pénalités	30
12.1 – Conditions générales d'application des pénalités	30
12.2 – Pénalités de retard des prestations autres que la plateforme	30
12.3 – Pénalités de retard spécifique à la Plateforme	31
12.4 – Pénalités pour autres motifs	31
12.4.2 - Pénalités pour Loupés dans « La presse print, web, réseaux sociaux et audiovisuelle »	31
12.4.3 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail	31
12.4.4 - Pénalités pour non-respect des obligations sociales et environnementales	31
Article 13 – Responsabilités et Assurances	31
13.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire	31
13.2 – Assurances	32
Article 14 – Résiliation de l'Accord-cadre	32
14.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre	32
14.2 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire	33
Article 15 – Règlement des litiges et langues	33
Article 16 – Clauses complémentaires	33
16.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT	33
16.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur	33
16.3 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption	34
16.4 – Régularité administrative du Titulaire	34
16.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales	34
Article 17 – Dérogations au CCAG – Prestations intellectuelles.	35

Article 1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent un Accord cadre (ci-après l'« Accord-cadre ») pour la **réalisation d'une veille médias et mise à disposition, sur une plateforme sécurisée, d'une revue de presse, de revues de presse dédiées et de synthèses d'actualité pour le Groupe Caisse des Dépôts** (ci-après la « CDC » ou l'« Acheteur »).

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu(x) d'exécution : France Métropolitaine.

1.2 – Décomposition de l'accord-cadre

L'Accord-Cadre est alloté comme suit :

- **Lot 1 : dispositif global de veille médiatique permettant l'élaboration de revues de presse quotidiennes « Groupe »**
- **Lot 2 : synthèse quotidienne d'actualité sur la base de la revue de presse quotidienne « Groupe »**

1.3 – Forme, nature et montant de l'accord-cadre

Le **lot 1 est un accord-cadre** au sens de l'article L.2125-1 1° du code de la commande publique. Il est **mono attributaire** et est **traité à prix mixtes**. Il comprend des prestations à prix forfaitaires indiqué dans la Décomposition globale et forfaitaire (DPGF), ainsi que des prestations exécutées par le biais de bons de commande en application du Bordereau des prix unitaires (BPU) émis au fur et à mesure des besoins au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Il est **conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 795 000 € HT**, sur la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions comprises.

Le **lot 2** est un marché **mono attributaire**. Il comprend des prestations à prix forfaitaires indiqué dans la Décomposition globale et forfaitaire (DPGF).

1.4 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'**un (1) an** à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'Acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre ne donne droit à aucune indemnité.

1.5 – Réalisation de prestation similaire

L'Acheteur pourra confier au Titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouvel accord-cadre ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

1.6 – Modalités relatives aux bons de commande

L'attribution des bons de commande s'effectue **sans négociation ni remise en concurrence**.

Les prestations sont exécutées sur notification préalable d'un bon de commande au Titulaire par l'acheteur. Ce dernier émet les bons de commande en fonction de ses besoins.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- la durée et/ou les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande, par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix du présent Accord-cadre ;
- les délais laissés le cas échéant au Titulaire pour formuler ses observations ;

Les bons de commande sont notifiés au Titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sauf décision contraire de l'Acheteur, le délai d'exécution d'un bon de commande commence à courir à compter de la date de début de la prestation qui sera précisée dans ledit bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par l'Acheteur peuvent être honorés par le Titulaire.

L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au Titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'Accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au Titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le Titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

Article 2 – Pièces contractuelles de l'Accord-cadre

Les pièces de l'Accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes financières :
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les lots 1 et 2 ;
 - Le Bordereau des prix unitaires (BPU) pour le lot 1.
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes dont :
 - L'annexe relative à l'utilisation de la plateforme de facturation ;
 - L'annexe relative au cahier des charges accessibilité et RGAA ;
 - L'annexe relative à l'attestation sur l'honneur à fournir par la personne morale qui s'engage pour son compte et celui des intervenants qu'ils ne sont pas de situation de conflits d'intérêts ;
 - L'annexe relative au traitement des données à caractère personnel.
- **Le questionnaire SaaS pour le lot 1 ;**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses trois annexes :**
 - L'annexe n°1 relative au Rubricage de la revue de presse « Groupe » ;
 - L'annexe n°2 relative aux Mots-clés pour la revue de presse « Groupe » ;
 - L'annexe n°3 relative à la Liste des titres de presse généraliste et spécialisé nationale minimum, PQR print et web), presse internationale (print et web), médias audiovisuels ;
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Le mémoire technique du Titulaire ;**
- **Les bons de commande émis en exécution pour le lot 1 ;**

- **Le plan d'assurance qualité pour le lot 1.**

Dans les cas où ces documents sont modifiés par voie d'avenants, chaque avenant a un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant l'Accord-cadre avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

Article 3 – Définitions

Abonné : tout collaborateur abonné de la Plateforme dans le cadre du présent Accord cadre.

Administrateur : collaborateur habilité pour intervenir sur la Plateforme et les Contenus, réaliser la passation des commandes, retombées internet et le suivi des alertes selon les modalités visées au CCTP.

Archives : désigne tous les Contenus réalisés pour le compte de l'Acheteur archivés par le Titulaire dans les formats et dans les conditions décrites au CCTP.

Contenus : tous les articles de presse, articles, éléments visuels, graphiques, audios, audiovisuels, tels que définis au CCTP, collectés par le Titulaire et communiqués à l'Acheteur en exécution des prestations au titre de l'Accord cadre. Ces contenus devront être archivables et feront l'objet d'une cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article « Droit de propriété intellectuelles » des présentes.

Donnée : désigne toutes informations, quels qu'en soient la forme et le fond, contenues et/ou entrées manuellement ou automatiquement, traitées et/ou produites dans le cadre de l'Accord cadre. Les Données comprennent notamment les informations confidentielles au sens de l'article « Confidentialité » des présentes et les données à caractère personnel telles que définies à l'annexe au présent CCAP relative au RGPD.

Dysfonctionnement : signifie toute défaillance, défectuosité, erreur, non-conformité, dégradation des performances ou problème d'utilisation de la Plateforme SaaS, et/ou des Livrables de ses mises à jour et/ou nouvelles versions induisant une gêne, une perturbation, ou une impossibilité totale ou partielle de bénéficier d'une ou plusieurs fonctionnalité(s).

Les Dysfonctionnements sont classés en trois catégories, en fonction de leur incidence sur le fonctionnement opérationnel de la Plateforme et/ou des Livrables :

- **Dysfonctionnement Bloquant** : désigne toute erreur qui, unitairement ou cumulée, a des répercussions sur le fonctionnement de la Plateforme et/ou des Livrables, empêchant l'utilisation ou l'exploitation normale d'une fonctionnalité ou plusieurs fonctionnalités essentielle(s) de la Plateforme et/ou des Livrables et notamment se traduisant par l'absence d'exécution d'une fonction ou défaut dans l'exécution d'une fonction ou représentant une gêne importante pour l'Acheteur.
- **Dysfonctionnement Majeur** : désigne toute erreur qui affecte une partie des fonctions de la Plateforme et/ou des Livrables, celle-ci fonctionnant de manière dégradée, sans bloquer ou risquer de bloquer l'exploitation d'une fonctionnalité essentielle de la Plateforme.
- **Dysfonctionnement Mineur** : désigne toute autre erreur n'ayant que peu d'impact pour l'Utilisateur.

Incident de Sécurité : désigne tout événement ou une série d'événements imprévus résultant de processus internes inadaptes ou défaillants ou d'événements extérieurs affectant la sécurité ou le fonctionnement des systèmes d'information et de communication (notamment leur disponibilité, leur intégrité, leur confidentialité ou leur continuité) et/ou la sécurité des informations utilisées pour la fourniture des solutions fournies dans le cadre des Services informatiques (et en particulier la Plateforme) et/ou des Livrables (notamment la disponibilité de la Plateforme, son intégrité ou sa confidentialité). Ceci inclut les incidents provenant de cyber-attaque ou de la non-pertinence ou de la mise en échec des mesures de sécurité physique.

Livrables : désigne tous les éléments quelles qu'en soient la nature ou la forme, tels que, les études, données, rapports, analyses, travaux, résultats, logiciels, procédures, décrits au sein du CCTP et/ou réalisés par le Titulaire spécifiquement pour le compte et les besoins de l'Acheteur et fournis à l'Acheteur dans le cadre du présent Marché. Ces livrables feront

l'objet d'une cession de droits de propriété intellectuelle dans les conditions prévues à l'article « Droit de propriété intellectuelle » du présent CCAP.

Loupés : tout article, toute retombée Internet ou extrait script ou vidéo contenant une citation ou un mot-clé, défini aux annexes du CCTP, non intégré ou ne citant pas l'un de nos mots clés dans la prestation dans les délais de livraison stipulés au CCTP correspondant. Cela inclut aussi toute intégration non exhaustive (problèmes de découpage, page manquante).

Plateforme : désigne dans le cadre du lot 1 la solution technique mise à disposition par le Titulaire dans le cadre du Lot 1. La Plateforme correspond à une solution de type SaaS (Software As A Service) et est hébergée par le Titulaire. La Plateforme comprend les fonctionnalités décrites dans le CCTP et l'offre du Titulaire et est paramétrée pour les besoins de l'Acheteur.

Programme Malveillant : désigne un code informatique nocif tel que notamment virus, bombes logiques, vers, chevaux de Troie ou tout autre code ou instruction infectant ou affectant tout programme, logiciel, donnée, fichier, base de données, ordinateur ou autre matériel ou élément, endommageant, portant atteinte, compromettant l'intégrité ou la confidentialité, perturbant en tout ou partie le fonctionnement, détournant ou permettant de détourner en tout ou partie un système d'information de l'usage auquel il est destiné.

Article 4 - Protection des données à caractère personnel

Les stipulations du présent article déroge expressément à l'article 5.2.1 du C.C.A.G. P.I

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnels (Les « Données Personnelles ») , notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Dans le cadre du présent accord-cadre, **le Titulaire aura (i) accès à des données à caractère personnel lors de la réalisation de la mission objet de l'Accord-cadre en qualité de Sous-Traitant et aura (ii) aussi la qualité de Responsable de Traitement sur une partie des Prestations qu'il opère.**

4.1 - Obligations du Titulaire en qualité de Sous-Traitant au sens du RGPD

Dans le cadre de la diffusion aux abonnés des Contenus et de la réalisation des rapports statistiques sur les abonnés décrits dans le CCTP, le Titulaire a accès à des Données Personnelles en qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 de la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire s'engage à respecter les stipulations de l'annexe « Traitement de données personnelles » (RGPD) jointe au présent CCAP qui fournit le cadre contractuel applicable entre l'Acheteur, agissant comme Responsable de Traitement et le Titulaire agissant comme sous-traitant au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable.

Ainsi, il mettra en œuvre les moyens nécessaires à la sécurité de ces données et ne les traitera que selon les instructions de l'Acheteur.

De manière générale, le Titulaire s'engage à ne pas réutiliser, céder ou mettre à disposition des tiers, hormis dans les conditions définies pour l'exécution de l'Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, les données personnelles qu'il serait amené à traiter pour le compte de l'Acheteur au titre du présent Accord-cadre. Le Titulaire ne peut sous-traiter le traitement de Données Personnelles ou faire procéder à l'hébergement des données personnelles de l'Acheteur vers un pays qui n'est pas situé dans l'Union européenne sans l'accord préalable, écrit et exprès de l'Acheteur.

Toute évolution réglementaire en matière de protection des données personnelles qui pourrait donner lieu à un renforcement des obligations du Titulaire au titre du présent Article sera mise en œuvre par le Titulaire à ses frais, dans les délais impartis par la nouvelle réglementation.

4.2 - Obligations des Parties en qualité de Responsables disjoints de Traitements de données

L Titulaire détermine seule les finalités et moyens des traitements de Données Personnelles qu'il effectue dans le cadre de (i) la mise à disposition de la Plateforme (ii) et de la réalisation des Livrables et Contenus sur la Plateforme susceptibles de contenir des Données Personnelles et à ce titre agit en tant que responsable de traitement. Par conséquent, le Titulaire fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable, et en particulier :

- i. de l'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement si nécessaire et de la gestion de leurs droits d'accès, de rectification, d'opposition et à l'effacement de leurs Données Personnelles, à la limitation du traitement ainsi qu'au droit de décider du sort de leurs Données Personnelles après leur mort ;
- ii. de la sécurité des Données Personnelles notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées au regard des caractéristiques du traitement, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données Personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, aux Données Personnelles, mais également pour en assurer la disponibilité selon la Réglementation Protection des Données Applicable.

Le Titulaire s'engage à ne traiter les Données Personnelles que pour les besoins stricts de l'exécution de l'Accord-cadre, ou pour toute autre finalité ultérieure qui serait compatible avec les finalités initiales de traitement de ces Données Personnelles, au regard de l'Accord-cadre.

Pour la Caisse des Dépôts, les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes à l'une des adresses suivantes : Caisse des dépôts et consignations – Données Personnelles - Établissement de Bordeaux – 6, place des citernes 33059 BORDEAUX CEDEX ou par mail à l'adresse mesdonneespersonnelles@caissedesdepots.fr. Il est nécessaire de joindre à toute demande une pièce permettant de justifier de l'identité de la personne concernée.

Le Titulaire communiquera dans sa réponse à l'accord-cadre les coordonnées auxquelles les personnes concernées peuvent adresser leurs demandes.

Enfin, chaque Partie informe ses collaborateurs qu'ils disposent également du droit d'adresser toute réclamation concernant leurs données personnelles à la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés.

Article 5 – Délai d'exécution

5.1 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations et de remise des Livrables sont fixés dans le CCTP et les bons de commande lors de leur émission. Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article 12 du présent CCAP.

L'Acheteur aura la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-cadre. L'exécution des bons de commande notifiés avant la date d'échéance de l'Accord cadre peut-être poursuivie au-delà de cette date.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

La notification de l'accord-cade sera suivie d'une période de préparation de 3 semaines maximum, comprise dans la durée de l'accord-cadre.

Il comprend aussi une réunion de cadrage avec le titulaire à compter de sa date de notification afin de mettre en place les modalités d'intervention et de suivi des prestations.

5.2 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du bon de commande dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

Article 6 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

6.1 – Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de l'Accord-cadre conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du présent accord-cadre. Sauf stipulation contraire de l'Accord-cadre, le Titulaire est tenu d'une **obligation de résultat pour ses objectifs quantifiables et une obligation de moyens renforcés** quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution de l'Accord-cadre telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Ces intervenants demeurent néanmoins **sous l'autorité hiérarchique du Titulaire**, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations de l'Accord-cadre.

6.2 – Obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre de l'accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

6.3 – Confidentialité

Le présent article déroge expressément aux stipulations de l'article 5.1.2 du C.C.A.G. – PI.

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution de l'accord-cadre.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ◆ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre du contrat. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- ◆ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ◆ le Titulaire prend tous les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre de l'accord-cadre. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- ◆ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent accord-cadre, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

6.4 – Sécurité

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur et/ou des données qui lui seraient confiées dans le cadre de l'hébergement et du traitement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

L'Acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du Titulaire ou le cas échéant, auprès de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'Acheteur selon les conditions prévues aux articles 19.3 du CCAG PI.

Le présent article complète les stipulations de l'article 5.2 du CCAG -PI.

6.5 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet de l'Accord-cadre mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution de l'Accord-cadre ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par celui-ci afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;
- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent Accord-cadre. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

6.6 – Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt.

Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

6.7 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord-cadre, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution de l'Accord-cadre est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

6.8 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution de l'accord-cadre

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties de l'Accord-cadre sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Il est précisé que la sous-traitance au sens de la Réglementation Protection des Données Applicable, concernant les traitements de données personnelles est régie par l'article « Protection des données à caractère personnel » et l'annexe « Traitement des données personnelles » (RGPD).

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité de l'Accord-cadre.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution de l'Accord-cadre y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution de l'Accord-cadre, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux de l'Accord-cadre, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre » **Prestation de réalisation et mise à disposition sur une plateforme sécurisée, d'une veille médias, d'une revue de presse, de panoramas dédiés et de synthèses d'actualité pour le Groupe Caisse des Dépôts** ». Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'Accord-cadre et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives l'accord-cadre sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du CCGA-PI.

6.9 – Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations de l'Accord-cadre soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations de l'Accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

6.10 – Fourniture d'une plateforme en ligne pour le lot 1 uniquement

Il est convenu entre les Parties qu'en cas de contradiction entre les clauses relatives à la fourniture de la plateforme en ligne et les autres clauses du présent Accord-cadre, les clauses relatives à la fourniture de la plateforme en ligne primeront.

Le Titulaire fait son affaire de répercuter sur les éventuels hébergeurs tiers qu'il aura choisi l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre du présent Accord-cadre

Le Titulaire assurera le paramétrage, la conception, le déploiement, l'accompagnement et développement de la Plateforme en collaboration avec l'Acheteur.

Dans son offre le Titulaire remet à l'Acheteur l'ensemble des documents en langue française afférents à la Plateforme, décrivant ses caractéristiques en termes de fonctionnalités et de performances ainsi que ses modalités d'utilisation (ci-après la « Documentation »). Dans le cadre de l'exécution des prestations, elle est personnalisée à la Plateforme fournie à l'Acheteur et intègre les paramétrages et développements réalisés. Cette Documentation doit permettre à l'Acheteur d'utiliser la Plateforme et d'y accéder dans les meilleures conditions.

Le présent article est applicable la Plateforme mise en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles.

6.10.1 - Hébergement de la Plateforme

Le Titulaire s'engage à héberger les données nécessaires à l'exécution de la Plateforme, notamment en mettant à disposition une infrastructure d'hébergement correspondant aux exigences de qualité et de sécurité tels que définis ci-après.

Le Titulaire s'engage à adapter en permanence la capacité de stockage en prenant notamment en compte le volume des données hébergées, l'évolution prévisible de celles-ci, la périodicité et le volume des données et informations mises en ligne, dans la limite des Etats offrant des garanties de confidentialité des données à caractère personnel a minima équivalentes aux exigences formulées pour la France par la CNIL.

Le centre d'hébergement (les serveurs) du Titulaire doit être localisé dans l'Espace Economique Européen (EEE).

Cette exigence de localisation dans l'EEE concerne à la fois le stockage, les sauvegardes et l'archivage des données de l'Acheteur. L'Acheteur doit être informé de tout changement d'hébergeur entraînant un changement de localisation du centre d'hébergement, y compris au sein de l'EEE. Un changement du centre d'hébergement hors de l'EEE doit faire l'objet d'un accord préalable de l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à isoler son activité d'hébergement pour le compte de l'Acheteur, de toutes ses autres activités, au moyen d'un dispositif de séparation logique offrant des garanties de sécurité. Il s'engage à cloisonner les données de l'Acheteur de celles provenant de tiers.

Dans l'hypothèse où le Titulaire déciderait de changer l'un ou l'autre des équipements (serveurs, baies de stockage, disques...) du centre d'hébergement, il ferait son affaire personnelle des coûts éventuels induits, et garantit une continuité de services et de disponibilité des accès aux données.

La gestion des réseaux, les sauvegardes, les Données et la gestion des autorisations d'accès logique et physique notamment devront faire l'objet d'un soin attentif de la part du Titulaire et d'une très forte réactivité de sa part, ainsi que de la mise en œuvre des éléments de traçabilité nécessaires.

6.10.2 - Conditions de sécurité et de sauvegarde

Le Titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour garantir la protection et l'intégrité des données de l'Acheteur dans le cadre de l'hébergement de ces données. Il prend toutes les mesures pour empêcher l'accès par des tiers aux données qui lui sont confiées pendant l'exécution des présentes.

Le Titulaire est tenu également d'assurer la sécurité physique des Données de l'Acheteur notamment en les conservant dans des endroits sécurisés et en assurant de manière générale leur sécurité en prenant toutes les mesures utiles et nécessaires.

Les moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre). Le Titulaire s'engage à :

- offrir toutes les garanties et notamment mettre en œuvre des solutions techniques et organisationnelles conformes à l'état de l'art assurant la protection des données, notamment au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur, tant sur le plan européen que national, en matière de protection des données à caractère personnel et notamment des exigences posées par le règlement européen n° 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») ;

- Mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de garantir le bon fonctionnement de la Plateforme et empêcher toute intrusion non autorisée aux données et garantir leur intégrité ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès au service aux seules personnes autorisées ou habilitées par l'Acheteur ;
- Prendre toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident.

Le Titulaire s'engage à communiquer à la demande de l'Acheteur ses plans de stockage et de sauvegarde en vigueur, prévoyant les modalités de stockage et de restauration ainsi que la fréquence des sauvegardes qui seront appliquées aux données de l'Acheteur et de ses utilisateurs. En tout état de cause, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tout moyen permettant d'assurer la sauvegarde des données de l'Acheteur, en particulier à effectuer des copies de sauvegarde ou de secours dans des lieux différents et à procéder à des tests de restauration annuels.

Il est précisé que les sauvegardes effectuées par le Titulaire le seront sans aucun risque, notamment en termes de disponibilité de la Plateforme. Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter au maximum les risques de détérioration ou perte de données.

En cas de détérioration ou de perte de données imputables au Titulaire, ce dernier s'engage à procéder immédiatement et à ses frais à la restauration des Données sauvegardées.

6.10.3 - Accès à la Plateforme

Sous réserve de la disponibilité du réseau Internet la Plateforme est accessible **24/24 heures et 7/7 jours**, par le biais d'une connexion à distance grâce à une adresse de connexion (URL), un identifiant de connexion (login) et un mot de passe (ci-après Identifiants de connexion).

Les Identifiants de connexion sont strictement personnels et confidentiels. La Plateforme doit permettre une authentification des utilisateurs par la mise en place d'une politique de gestion de mots de passe conforme aux recommandations de la CNIL, cette authentification doit se faire par des comptes nominatifs. Le Titulaire et les Utilisateurs s'engagent à ne pas divulguer à autrui leurs Identifiants de connexion et sont seuls responsables de la préservation de leur confidentialité et, par conséquent, des conséquences d'une divulgation involontaire à quiconque. L'Acheteur est responsable de la gestion des habilitations des Utilisateurs et des moyens informatiques permettant l'accès à la Solution.

A la demande de l'Acheteur, le Titulaire s'engage à mettre en place un système d'authentification forte, ainsi qu'une Plateforme sécurisée de changement de mot de passe en cas de perte de celui-ci par l'Utilisateur, sans surcoût supplémentaire pour l'Acheteur.

Le Titulaire doit assurer qu'il fournit une Plateforme pleinement exploitables avec les navigateurs Internet courants, y compris les montées de version de ces logiciels sur la durée de l'Accord cadre.

6.10.4 - Disponibilité de la Plateforme

La disponibilité s'entend de l'accessibilité complète depuis le réseau de l'Acheteur à la Plateforme (à savoir, à l'interface d'accueil de la Plateforme, à toutes ses fonctionnalités, ainsi qu'aux données qu'elle doit produire et/ou conserver aux termes de l'accord-cadre).

Le Titulaire reconnaît que la disponibilité de la Plateforme est une condition substantielle de la signature de l'Accord-cadre par l'Acheteur et s'engage en conséquence à assurer un taux de disponibilité de la Plateforme de **99,9 %** à l'exception des périodes de maintenance prévues et acceptées par l'Acheteur.

Le nombre d'incidents ou Dysfonctionnement entraînant une indisponibilité partielle ou complète de la Plateforme ne doit pas excéder 1 par mois et 5 par an ce dans la limite du taux maximal d'indisponibilité autorisé.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Plateforme.

A cet effet, le Titulaire s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens, notamment humains, afin d'assurer une réactivité maximale en cas de problème entraînant ou susceptible d'entraîner un incident en termes de disponibilité de la Plateforme.

6.10.5 - Support technique

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur un service de support technique accessible par téléphone ou par courriel pendant les jours ouvrés. Ce support technique a pour objet de fournir à l'Acheteur une assistance à l'utilisation de la Plateforme.

6.10.6 - Respect des niveaux de service

6.10.6.1 Principes généraux

Dans le cadre de la fourniture d'un service en mode SaaS et afin de maintenir la qualité et la continuité de la Plateforme, le Titulaire s'engage, sur la base d'une obligation de résultat, à respecter les engagements de niveaux de service (qualité et délais) décrits dans les Documents Contractuels dans le cadre de l'hébergement et de l'exploitation de la Plateforme et ceci avec tout le soin et toute la diligence que l'Acheteur est en droit d'attendre d'un professionnel de services accessible par voie électronique.

Le Titulaire s'engage à alerter l'Acheteur sur tout événement, choix ou mesure perturbant la qualité et/ou la continuité du Service. Il s'engage de même à informer l'Acheteur sans délai en cas d'indisponibilité de la Plateforme et à rétablir le service conformément aux engagements de niveaux de service définis aux présentes.

6.10.6.2 Modalités de prise en compte des Dysfonctionnements

En cas de Dysfonctionnement (partiel ou total) de la Plateforme, y compris, en cas d'Indisponibilité et de perte de données/perte d'intégrité de données, les modalités suivantes sont appliquées :

Le Titulaire alerte l'Acheteur du Dysfonctionnement de la Plateforme par tous moyens convenus entre les Parties (immédiatement après sa découverte).

Le cas échéant, l'Acheteur alerte le Titulaire du Dysfonctionnement de la Plateforme par tous moyens convenus entre les Parties.

L'émission de l'information du Dysfonctionnement d'une des Parties à l'autre Partie (ci-après Notification) fait courir les délais de prise en compte du Dysfonctionnement, de fourniture d'une Plateforme de contournement du Dysfonctionnement le cas échéant, et de fourniture d'une correction définitive du Dysfonctionnement, par le Titulaire. Le délai de prise en compte du Dysfonctionnement par le Titulaire ne devra excéder **deux (2) Heures Ouvrées** à compter de l'émission de la Notification :

- Cette prise en compte prend la forme d'un courriel du Titulaire confirmant la réception de la Notification si l'alerte provient de l'Acheteur, et les motifs estimés du Dysfonctionnement, ainsi que le temps de correction provisoire et/ou définitive estimé.
- Le Titulaire confirme dans sa communication par mail la recherche de solutions.
- Le Titulaire procède au diagnostic de l'incident et met en œuvre sa correction dans le cadre des exigences de service.
- Jusqu'à la mise en place d'une « correction définitive » si elle ne peut être mise en œuvre immédiatement, le Titulaire s'engage à mettre en place, dans les plus brefs délais suivant la Notification une « solution de contournement » permettant la reprise de l'activité de l'Acheteur, même de manière dégradée,
- Le Titulaire s'engage à mettre en place une « correction définitive » dans un délai maximal de résolution de deux **(2) jours Ouvrées** à compter de la Notification.

Les causes précises des dysfonctionnements ainsi que les actions mises en œuvre pour les résoudre devront être communiquées à l'Acheteur dès clôture de l'incident. Seul l'Acheteur est habilité à clôturer un incident suite à la déclaration par le Titulaire de la résolution du problème.

6.10.6.3 Modalités spécifiques de Temps de rétablissement du service (GTR)

Le Temps de rétablissement du Service (GTR) est calculé à partir de la Notification du Client jusqu'à la date/heure de mise en place d'une solution de contournement. En cas d'indisponibilité de la Plateforme liée notamment à un Dysfonctionnement, le Temps de rétablissement du Service est de deux **(2) Heures Ouvrées** à compter de la Notification.

Le non-respect de ces niveaux de service entraîne l'application des pénalités prévues à l'article « Pénalités complémentaires à l'article 12 ».

6.10.7 - Poursuite du Service

6.10.7.1 Modalités de continuité du Service

Le Titulaire devra assurer la disponibilité du service y compris en cas de « choc extrême » incluant les sinistres « bâtiments » (crue, incendie...) ou les sinistres affectant le personnel et les équipements sur le site en charge de la prestation décrite dans le présent CCTP (pandémie, mouvement social...).

Le Titulaire doit préciser les modalités mises en place pour garantir une continuité d'exploitation ou de services sur son site ou sur un site extérieur.

Le Titulaire doit présenter les garanties minimums qui suivent :

1. Le Titulaire dispose soit d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) soit d'une procédure de gestion de crise (joindre les documents à l'offre).
2. Le Titulaire dispose d'un site de back-up pour assurer la continuité de son activité. Ce back-up peut être organisé par ses propres moyens (par exemple, existence d'un deuxième site à une distance suffisamment éloignée)
3. Le Titulaire dispose d'un Plan de Sauvegarde Informatique (PSI) ou d'un système de sauvegarde informatique permettant que conserver les données à archiver au titre de la prestation. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas doté d'un PSI, la procédure de sauvegarde informatique doit préciser :
 - a) La fréquence des sauvegardes ;
 - b) S'il s'agit de sauvegardes internes ou externes ;
 - c) Le lieu de conservation des sauvegardes ;
 - d) si le Titulaire dispose d'un contrat de maintenance pour son matériel informatique ;
 - e) si le Titulaire dispose d'un contrat de maintenance pour son matériel professionnel ;
 - f) si le Titulaire a les moyens d'assurer la continuité de son activité en cas de grève de son personnel, de sinistre affectant ses locaux, de sinistre affectant le matériel d'exploitation.

Par ailleurs, il mettra en œuvre des mécanismes afin d'assurer dans les meilleures conditions la gestion des coupures électriques ou de toute autre anomalie de ce type.

La fin de la durée du PCA et la reprise de la prestation sur le site du Titulaire seront décidées conjointement entre le Titulaire et l'Acheteur. Les vérifications préalables (techniques, humaines et matérielles) à la reprise des traitements sur le site du Titulaire sont de la responsabilité de ce dernier. Une formalisation de ces vérifications devra être communiquée à l'Acheteur pour une prise de décision et valider le retour à la normale des traitements.

Le Titulaire transmettra à l'Acheteur toute modification de son PCA au cours de la prestation.

Des exercices de déploiement du PCA seront menés avec le Titulaire, au cours de l'exécution de l'Accord-cadre, dans des conditions qui seront précisées en accord avec ce dernier.

6.10.7.2 Modalités de Gestion de crise

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'Acheteur les coordonnées d'un contact en sécurité des systèmes d'information et d'un responsable du compte disponible pour répondre en cas de crise, notamment en cas de survenance d'un Dysfonctionnement.

Lorsqu'un dysfonctionnement intervient sur un processus de tout ou partie de la Plateforme, le Titulaire s'engage à :

- apporter sa contribution à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par l'Acheteur sans délai, même si la Plateforme confiée au Titulaire n'est pas directement concerné par le Dysfonctionnement dès lors qu'il se trouve être en adhérence avec le dysfonctionnement objet de la gestion de crise ;
- impliquer l'Acheteur à la gestion de crise dans le cadre d'une cellule pilotée par le Titulaire en cas de dysfonctionnement impactant directement le Service confié au Titulaire

- appliquer les actions décidées par la cellule de crise pilotée par l'Acheteur dans les délais fixés conjointement.

6.10.8 - Garanties

6.10.8.1 Garantie de conformité réglementaire

Le Titulaire garantit à l'Acheteur la conformité de la Plateforme aux standards techniques en matière de sécurité des systèmes d'information.

Le Titulaire doit offrir des garanties de conformité par rapport aux normes et réglementations en vigueur. Il déclare avoir obtenu ces garanties de sons sous-traitant.

6.10.8.2 Garantie de non-régression

Le Titulaire garantit le maintien des performances et des fonctionnalités dans le temps de la Plateforme et s'engage à ce que les performances et les qualités ergonomiques ne se dégradent pas de son fait, tout au long de l'exécution de l'Accord cadre.

6.10.8.3 Garantie d'évolutivité

De façon générale, le Titulaire garantit la capacité d'évolution de la Plateforme tant sur le plan de la capacité de stockage (volumétrie des données) que sur le plan technique.

Le Titulaire garantit qu'il est apte à évoluer en fonction de l'état de la technique et des évolutions législatives ou réglementaires.

6.10.8.4 Garantie de poursuite du Service

Le Titulaire garantit que son sous-traitant dispose d'un Plan de Sauvegarde Informatique (PSI) ou d'un système de sauvegarde informatique permettant que conserver les données au titre de l'Accord-cadre. Dans le cas où le Titulaire ne serait pas doté d'un PSI, la procédure de sauvegarde informatique doit préciser :

- la fréquence des sauvegardes ;
- s'il s'agit de sauvegardes internes ou externes ;
- le lieu de conservation des sauvegardes et les mesures de sécurisation mises en œuvre ;
- si le Titulaire dispose d'un contrat de maintenance pour son matériel informatique ;
- si le Titulaire dispose d'un contrat de maintenance pour son matériel professionnel ;
- si le Titulaire a les moyens d'assurer la continuité de son activité en cas de grève de son personnel, de sinistre affectant ses locaux, de sinistre affectant le matériel d'exploitation.

6.10.8.5 Garantie de délivrance conforme

Le Titulaire garantit que la Plateforme est conforme aux besoins exprimés par l'Acheteur et aux spécifications décrites dans sa documentation et dans les documents contractuels pendant toute la durée de l'Accord -cadre.

6.10.9 - Maintenance, évolution technologique et réglementaire de la Plateforme et formation

6.10.9.1 - Maintenance et évolution technologique et réglementaire

Le Titulaire doit assurer ou faire assurer par son sous-traitant les prestations de maintenance nécessaires au bon fonctionnement et à la continuité de fonctionnement et disponibilité de la Plateforme mise à disposition de l'Acheteur est seul responsable de tout dysfonctionnement lié à un défaut de maintenance. Il ne peut en aucun cas s'exonérer de sa responsabilité au titre de la maintenance de la Plateforme mis à la disposition de l'Acheteur, sauf faute exclusivement imputable à l'Acheteur.

Il s'engage, dans le cadre d'une obligation de résultat, à :

- corriger les Dysfonctionnement qui pourraient avoir pour objet ou pour effet de dégrader ou d'interrompre le fonctionnement de la Plateforme mis à disposition de l'Acheteur (en ce compris ses Utilisateurs) ou de restreindre l'accès à la Plateforme dans les plus brefs délais ;
- assurer la maintenance de manière à ce que les engagements de niveaux de service, notamment en termes de qualité, de sécurité et continuité soient respectés ;

- adapter la Plateforme à l'évolution de l'état de la technique, aux règles de l'art et à la réglementation applicable en la matière, et plus généralement toute réglementation pertinente dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre ;

Il est convenu que cette maintenance et l'évolution technologique et réglementaire est incluse dans les prix forfaitaires prévus à l'Accord-cadre.

6.10.9.2 - Formation

Le Titulaire doit assurer une formation initiale à la Plateforme.

Le Titulaire assurera la formation des Utilisateurs chargés d'utiliser les prestations et les Livrables objet de l'Accord-cadre. Le Titulaire doit prendre en charge la formation des Utilisateurs sous la forme d'une session réunissant les administrateurs.

L'objectif poursuivi est de disposer très rapidement d'une autonomie suffisante pour exploiter quotidiennement la Plateforme.

Le Titulaire établira un plan de formation décrivant le contenu et les modalités d'administration de la formation. Le Titulaire garantit qu'il affectera à cette formation des intervenants compétents, pédagogues et disponibles.

6.10.10 - Restitution des Données

Les stipulations du présent article complètent l'article 16.6 du C.C.A.G.-PI

Au terme de l'exécution du Marché, quelle qu'en soit la cause en ce compris la résiliation de l'Accord cadre en cours, le Titulaire s'engage à la demande de l'Acheteur à restituer puis à détruire l'ensemble des données de l'Acheteur en sa possession et/ou ayant fait l'objet d'un stockage par le Titulaire. Cette restitution s'opérera, aux frais du Titulaire dans les conditions et selon le format définis par l'Acheteur au moment de la cessation du marché.

Le Titulaire s'engage à ne conserver aucune donnée sauf accord préalable de l'Acheteur. La demande de conservation de données issues de l'accord-cadre, formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des Données concernées. La destruction des Données sera attestée par la rédaction d'un procès-verbal de destruction. L'Acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ces obligations.

L'Acheteur collaborera activement avec le Titulaire afin de faciliter la récupération des données et le cas échéant la transmission des données à un autre prestataire.

Le Titulaire fera en sorte que l'Acheteur puisse poursuivre l'exploitation des données, sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre prestataire.

6.10.11 - Audit

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 19.3 du C.C.A.G.-P.I.

Les Parties conviennent que l'Acheteur, après en avoir avisé le Titulaire par écrit avec un préavis minimum de quinze (15) jours ouvrés, pourra faire procéder, à ses frais, au maximum une fois par an, à des audits, notamment de sécurité. Ces audits pourront être effectués, soit par une structure d'audit interne au Groupe Caisse des Dépôts soumise à l'obligation de confidentialité mentionnée supra, soit par un cabinet extérieur au Groupe Caisse des Dépôts, tenu à une obligation de confidentialité, et qui ne pourra alors être un concurrent direct du Titulaire.

Il est expressément convenu que le Titulaire aura la faculté de refuser de façon motivée un nom de société extérieure proposé par l'Acheteur pour la raison ci-dessus évoquée. Si l'Acheteur estime suffisamment motivé le refus du Titulaire, il lui propose le nom d'une autre société.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes de l'Acheteur ou avec la société extérieure qu'il aura mandatée à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires. Il s'engage également à proposer un plan d'action qui résulterait de toute faille constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données du Client et/ou de ses Affiliés (correction ou Plateforme de contournement). Les failles seront traitées comme des Dysfonctionnements.

Au cas où un rapport d'audit ferait apparaître un non-respect des obligations du Titulaire visées au présent Marché, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires dans les délais convenus avec l'Acheteur, aux frais exclusifs de ce dernier.

Il s'engage également à proposer un plan d'action (correction ou Plateforme de contournement) qui résulterait de toute faille de sécurité constatée lors de ces audits ou en toute autre circonstance, mettant en cause la confidentialité ou l'intégrité des Données de l'Acheteur.

Les parties conviennent, qu'en tout état de cause la procédure d'audit n'exonère pas le Titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

L'absence de mesures correctives ou la prise en compte partielle des observations de l'Acheteur entraîne, à la seule discrétion de ce dernier, la résiliation de l'Accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire.

Le contenu des audits réalisés et/ou l'absence d'audit ne sont pas opposables à l'Acheteur, le Titulaire gardant la maîtrise d'œuvre complète des obligations à sa charge.

6.10.12 - Sécurité informatique

6.10.12.1 Infection des livrables par un Programme Malveillant

Le Titulaire s'engage à fournir des Livrables exempts de tout dispositif de Programme Malveillant.

Avant toute livraison de supports, le Titulaire s'engage à procéder à une détection de Programme Malveillant au moyen d'outils de détection et d'éradication intégrant des fonctionnalités reconnues sur le marché dans leur dernière version disponible au moment de la livraison.

Si, à l'issue de ce contrôle, il s'avérait que la procédure de détection de Programme Malveillant mise en œuvre par le Titulaire était inopérante, l'Acheteur notifiera par téléphone ou par courrier postal ou électronique au Titulaire qu'un Programme Malveillant a été détecté, et ce dans les plus brefs délais.

En réponse à cette notification, le Titulaire livrera dans les meilleurs délais et à titre gracieux, des supports de remplacement, exempts de Programme Malveillant.

6.10.12.2 Infection du système d'information par un Programme Malveillant

En cas d'introduction d'un Programme Malveillant dans le système d'information de l'Acheteur, le Titulaire et l'Acheteur conviennent de collaborer afin d'en déterminer l'origine d'un commun accord et d'en éradiquer les conséquences.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au seul Acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

S'il s'avérait que l'introduction du Programme Malveillant est imputable au Titulaire, celui-ci prendra à sa charge les frais de diagnostic et de remise en état.

6.10.12.3 Modalités de traitement des Incidents de Sécurité

Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur, dans un délai de 24 heures à compter de sa survenance tout Incident de Sécurité impactant la Plateforme et affectant les systèmes d'information de l'Acheteur comme du Titulaire, mis en œuvre dans le cadre de l'Accord-cadre, notamment les cas d'indisponibilité du Service, les infections par des programmes malveillants, l'accès et les modifications non autorisées, l'exploitation avérée ou supposée de vulnérabilités de sécurité.

Le Titulaire documente tout Incident de Sécurité, en indiquant les faits concernant l'Incident de Sécurité, les types de Données concernées, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Le Titulaire s'engage à communiquer les informations dont il dispose dès qu'il a connaissance d'un Incident de Sécurité et les complète au fur et à mesure de son analyse de l'Incident de Sécurité. Le Titulaire répond aux demandes d'informations complémentaires de l'Acheteur concernant l'Incident de Sécurité dans les meilleurs délais.

Les notifications d'Incident de Sécurité par le Titulaire sont à communiquer simultanément :

- aux contacts de l'Acheteur en charge de la relation contractuelle ;
- aux contacts métier/MOA de l'Acheteur avec lequel le Titulaire est en relation dans le cadre du Service ;
- au CERT du Groupe Caisse des Dépôts, l'équipe opérationnelle chargée de gérer les incidents de sécurité informatique pouvant impacter le groupe, via cert@caissedesdepots.fr

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un processus de traitement des Incidents de Sécurité. Il s'engage à informer l'Acheteur de l'avancement du traitement dans le cadre des comités ad hoc.

Le Titulaire garantit que ses sous-traitants, préposés ou agents n'exploitent aucunement les vulnérabilités de sécurité, sauf autorisation préalable et écrite de l'Acheteur.

6.10.12.4 Tests d'intrusion et de vulnérabilité

Sans préjudice des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés par le Titulaire sur ses systèmes d'information, le Titulaire s'engage à réaliser annuellement, des tests d'intrusion et de vulnérabilité sur l'environnement de production aux fins d'évaluer la capacité des systèmes d'information de résister à des attaques de sécurité informatique.

Ces tests pourront, a minima, être conçus pour :

- répondre aux menaces et garder les systèmes d'information protégés en permanence,
- identifier et gérer les vulnérabilités des systèmes d'information,
- réduire les possibilités de pannes des systèmes d'information,
- améliorer le niveau de conformité des systèmes d'information aux standards et normes applicables.

Le Titulaire communiquera à l'Acheteur le rapport des tests d'intrusion et de vulnérabilité réalisés composé du périmètre des tests réalisés ainsi que les principales conclusions de ces tests.

Si le rapport des tests d'intrusion et de vulnérabilité révèle des vulnérabilités, celles-ci seront prises en charges et traitées entre les Parties dans les conditions ci-dessous.

6.10.12.5 Modalités de corrections des vulnérabilités

Toute vulnérabilité susceptible de compromettre la sécurité de la Plateforme ou des données de l'Acheteur doit être prise en compte dans les meilleurs délais.

Pour toute vulnérabilité impactant la Plateforme, le Titulaire s'engage à :

- proposer un correctif temporaire ou une Plateforme palliative dans les plus brefs délais sur la base d'échanges réguliers avec les responsables sécurité des systèmes d'information de l'Acheteur ;
- mettre en œuvre un correctif définitif dans les meilleurs délais après échanges avec les responsables sécurité des systèmes d'information de l'Acheteur décrits dans le tableau ci-après.

Ces modalités de correction sont calculées sur la base des critères du Common Vulnerability Scoring System (CVSS), système d'évaluation standardisé de la criticité des vulnérabilités.

CVSS base score v3	Délai maximal d'application d'un correctif temporaire ou d'une Plateforme palliative	Délai maximal d'application d'un correctif définitif
9.0-10.0	5 (cinq) jours	30 (trente) jours
7-8.9	30 (trente) jours	90 (quatre-vingts dix) jours
4-6.9	Non applicable	180 (cent quatre vingts) jours

Des pénalités pour non-respect des engagements ci-dessus seront appliquées sur les bases définies à l'article « Pénalité complémentaires à l'article 12 ».

6.10.13 - Droit de propriété intellectuelle applicable à la prestation de service informatique

6.10.13.1 Propriété des éléments de l'Acheteur

Les stipulations de l'article 7 du CCAP sont applicables.

6.10.13.2 Licence d'utilisation de la Plateforme

Le Titulaire garantit qu'il dispose ou est investi, de la part des titulaires des droits de propriété intellectuelle, des autorisations nécessaires pour permettre l'utilisation de la Plateforme.

L'Acheteur bénéficie à titre personnel et non exclusif d'un droit d'usage afférent à la Plateforme et à la Documentation associée pour le monde entier et pour la durée de de l'Accord-cadre telle que cette durée est définie ci-avant. Ce droit d'usage est compris dans le prix de l'Accord-cadre.

Ce droit d'usage permet à l'Acheteur d'utiliser les Services et la Documentation associée pour les besoins de l'Accord-cadre.

Ce droit d'usage permet également à l'Acheteur de gérer, utiliser, reproduire et faire tous usages nécessaires de ses contenus dont les Données et les bases de données intégrées ou générées dans la Plateforme ou issues de celle-ci, dans les conditions de l'Accord-cadre.

Ce droit d'usage pourra être transféré par l'Acheteur vers l'une de ses filiales après en avoir informé par écrit le Titulaire. Le Titulaire autorise également expressément l'utilisation de la Plateforme par tout tiers agissant pour le compte de l'Acheteur et sous sa responsabilité, sans coût additionnel et quel que soit le titre auquel ce tiers intervient.

Le prix de la concession décrite dans le présent article est compris dans le prix de l'Accord-cadre.

6.10.13.3 Composants open source

Dans l'hypothèse où le Titulaire inclut des composants dits « libres » et « open source » dans la Plateforme, il s'engage à privilégier des composants soumis à des conditions de licence n'emportant pour l'Acheteur aucune obligation auprès de la communauté « open source » concernée. Si le Titulaire est dans l'impossibilité de privilégier de tels composants, il en informera l'Acheteur par écrit, préalablement au début des prestations.

6.10.14 - Régime des Données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent Accord cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'Acheteur.

Le Titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre aux seules fins de son exécution.

Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent Accord cadre, sauf autorisation préalable et expresse de l'Acheteur.

6.10.15 - Recette - Vérification de service régulier de la Plateforme

Par dérogation aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-P.I., les opérations de vérification de service régulier s'effectueront dans les conditions suivantes.

La Vérification de Service Régulier (VSR), ci-après « Réception », a pour but de constater que la Plateforme fournie par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation conformément aux besoins et aux spécifications décrites dans les documents contractuels (notamment le respect des niveaux de service définis et la conformité de la Plateforme à la Documentation) en vue de prononcer la Réception de la Plateforme.

Cette opération de vérification débute à l'issue de la livraison en environnement d'exploitation de la Plateforme et dure **quatre (4) semaines**.

Durant cette période de VSR, le Titulaire s'engage à corriger tous les Dysfonctionnements qui lui seront signalés par l'Acheteur, dans le respect des niveaux de service exigés.

Le service sera régulier si, notamment :

- les temps de réponse sont conformes aux engagements pris par le Titulaire ;
- aucun Dysfonctionnement imputable au Titulaire n'est constaté. En cas de Dysfonctionnement, le Titulaire devra apporter la preuve qu'aucune de ses prestations n'en est la cause ;
- les interventions sur incidents se sont déroulées conformément aux engagements pris par le Titulaire.

A l'issue de la période de vérification de service régulier, l'Acheteur prononcera la Réception à condition :

- que l'ensemble des Dysfonctionnements Bloquant ou Majeur signalés au Titulaire aient été corrigés ;
- que la Plateforme fonctionne sans apparition de nouveau Dysfonctionnement Bloquant ou Majeur.

A défaut du prononcé de la Réception, l'Acheteur prononcera l'ajournement de la Réception, conformément aux dispositions ci-après.

Lorsque l'Acheteur n'aura pas été en mesure de prononcer la Réception dans les délais prévus, du fait du Titulaire, il sera fait application des dispositions de l'article « Pénalités de retard » afférent, « Retard de mise à disposition de la Plateforme », sans préjudice de l'application de pénalités supplémentaires pour non-respect des niveaux de service si les Dysfonctionnements ne sont pas traités par le Titulaire dans les délais requis.

Lorsque l'Acheteur estime que la Réception ne peut être prononcée en raison de Dysfonctionnement(s), il prononcera l'ajournement de la Réception en transmettant au Titulaire un avis d'ajournement motivé.

L'ajournement de la Réception entraîne la suspension des paiements.

A compter du prononcé de l'avis d'ajournement, et sans préjudice de l'application des dispositions des articles « Respect des niveaux de services », « Pénalités », le Titulaire dispose d'un délai maximal de **(10) dix jours** pour mettre à la

disposition de l'Acheteur une version de la Plateforme corrigée des Dysfonctionnements bloquant le processus de Réception.

Dès livraison d'une version de la Plateforme corrigée des Dysfonctionnements Bloquant le prononcé de la Réception, il sera procédé à une nouvelle Vérification de Service Régulier sur une durée définie par l'Acheteur et dont le Titulaire est informé.

A l'issue de cette nouvelle vérification, si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception de la Plateforme, il sera procédé à un nouvel ajournement dans les conditions du présent article.

Si l'Acheteur ne peut toujours pas prononcer la Réception de la Plateforme à l'issue de la deuxième présentation en Vérification de Service Régulier, l'Acheteur pourra refuser définitivement la Réception de la Plateforme, auquel cas l'Acheteur pourra mettre fin de plein droit par anticipation à l'Accord-cadre, à la date d'envoi de l'avis de refus sans mise en demeure et ce, par dérogation aux dispositions du chapitre 7 « Résiliation » du C.C.A.G.-P.I.

Le refus définitif de prononcer la Réception de la Plateforme entraîne le non-paiement des sommes restant dues au Titulaire au titre de l'Accord-cadre, sans préjudice de l'application de pénalités et de tous dommages et intérêts au profit de l'Acheteur.

L'Acheteur se réserve également la possibilité d'accepter la Plateforme en l'état, sous réserve d'appliquer une réfaction du prix proportionnelle aux imperfections constatées et dont le montant ne peut excéder 50 % du prix forfaitaire de l'Accord-cadre.

La décision d'appliquer une réfaction est prise dans les conditions définies à l'article 29.3 du C.C.A.G- PI.

6.10.16 - Pénalités complémentaires à l'article 12

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-P.I.

6.10.16.1 Pénalités de retard de mise à disposition de la Plateforme

En cas de dépassement, par le fait du Titulaire, des délais contractuels, celui-ci encourt, par jour de retard les pénalités suivantes :

- En cas de retard à la mise à disposition de la Plateforme : Pénalité de **200 euros** par jour calendaire de retard.

6.10.16.2 - Pénalités pour indisponibilité de la Plateforme

Les pénalités pour non-respect de l'engagement de disponibilité du service seront appliquées sur les bases suivantes :

- **Nombre d'indisponibilités** : une pénalité de deux cents (200) euros par nouvelle indisponibilité, dépassant le nombre de période d'indisponibilité autorisé de 2 par trimestre et 5 par an, est appliquée

6.10.16.3 Pénalités pour non-respect des niveaux de services

Dans le cas, où le Titulaire ne respecterait pas les **exigences de qualité de service** telles que décrites à l'article « Respect des niveaux de services », l'Acheteur pourra procéder à une retenue de pénalités selon sur les bases suivantes :

- **Délai de prise en compte d'une alerte** : une pénalité de 50 euros par heure de dépassement est appliquée ;
- **Délai maximal de résolution du Dysfonctionnement par la mise en place d'une correction définitive** : une pénalité de 50 euros par heure de dépassement est appliquée ;
- **Temps de rétablissement du Service (GTR)** : une pénalité de 50 euros par heure de dépassement est appliquée.

6.10.16.4 Pénalités pour non-respect du délai maximal d'application d'un correctif

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les délais de correction des vulnérabilités décrits à l'article 6.10.12.5 « Modalités de corrections des vulnérabilités » une pénalité de **300 euros** par jour de dépassement est appliquée.

6.11 – Réversibilité et reprises des Archives

6.11.1 Récupération des Archives du précédent accord-cadre

Le Titulaire doit proposer une solution pour intégrer les Archives du précédent Accord cadre depuis le 04/05/2021. Cette prestation sera réalisée en collaboration avec le titulaire actuel du marché selon les conditions définies au plan de réversibilité établi avec ce dernier.

6.11.2 Réversibilité des Contenus

Le Titulaire s'engage à assurer à la demande de l'Acheteur, pouvant être motivée par la fin de l'exécution de l'accord-cadre ou la résiliation de l'accord-cadre en cours, une réversibilité, sur le plan technique, des données sauvegardées et de la totalité des éléments dont il dispose afin de permettre à l'Acheteur ou à un Titulaire tiers, librement choisi par l'Acheteur, de reprendre les données dans les meilleures conditions afin que la phase de réversibilité n'entraîne aucune rupture de service et n'entraîne aucun dommage pour l'Acheteur, conformément à la réglementation applicable à l'Acheteur.

En parallèle de la phase de réversibilité, les parties conviennent qu'à l'issue de l'accord-cadre et pendant les deux (2) mois qui suivront, le Titulaire s'engage à répondre à toute demande d'assistance de l'Acheteur.

A ce titre, le titulaire exécutera les prestations décrites dans un « Plan de Réversibilité » établi au plus tard dans un délai de trois (3) mois à compter de la mise à disposition la Plateforme, et en particulier :

- a) informera systématiquement l'Acheteur de toute modification pouvant avoir une incidence sur la réversibilité,
- b) fera figurer dans tous les contrats qu'il serait amené à souscrire ou qui seraient utiles pour l'exploitation et la maintenance, les clauses mettant à la charge de son cocontractant les obligations nécessaires au respect des termes du présent accord cadre. Si ces clauses ne sont pas acceptées par un fournisseur, le titulaire s'engage à en informer l'Acheteur et à en discuter avec lui préalablement à toute action, afin de se concerter sur les dispositions à prendre en conséquence,
- c) restituera, sur demande de l'Acheteur, dans un délai maximal d'un mois, avant la date de prise d'effet de la fin de l'accord-cadre lorsque cette date est connue ou au jour de la prise d'effet lorsque celle-ci est inopinée, l'intégralité des fichiers, données, et/ou informations de l'Acheteur en sa possession ou ayant fait l'objet d'un archivage chez le titulaire. A ce titre, le Titulaire renonce à tout droit de rétention.
- d) Plus généralement, le Titulaire fournira à l'Acheteur, au plus tard lors de la restitution des fichiers, données et/ou informations qui lui appartiennent, toute information, toute recommandation, tout conseil, tout document nécessaire ou utile à l'Acheteur pour la mise en œuvre d'un service de niveau équivalent à celui assuré par le titulaire dans le cadre du présent accord cadre.
- e) Le titulaire s'engage à assurer la continuité du Service pendant la phase de réversibilité.

Outre les obligations ci-dessus définies, le titulaire veillera à transférer aux équipes de l'Acheteur les compétences lui permettant de faire reprendre par un tiers les données et de permettre la migration vers ce tiers. Le transfert de compétences consiste d'une manière générale en la communication à l'Acheteur, ou au tiers désigné par l'Acheteur, de toute information de quelque nature que ce soit permettant d'assurer le transfert de ses données vers un autre prestataire.

L'ensemble de ces prestations décrites dans le Plan de Réversibilité est compris dans le prix de l'accord-cadre.

Il est entendu que la mise en œuvre du plan de réversibilité interviendra trois mois avant le terme de l'accord cadre concerné et pendant la durée nécessaire à sa mise en œuvre. Dans le cas d'une résiliation, cette phase interviendra dès la notification de la résiliation de l'accord-cadre par l'Acheteur et pendant la durée nécessaire à la mise en œuvre du plan de réversibilité.

Le Titulaire s'engage, à l'issue de la restitution des données à l'Acheteur, à ne conserver aucune donnée relative au présent accord-cadre sauf accord préalable de l'Acheteur. La demande de conservation de données issues de l'accord-cadre formulée par le Titulaire à l'Acheteur, devra être justifiée et devra préciser la nature des données concernées.

Article 7 – Prix de l'Accord-cadre

7.1 – Caractéristiques des prix

Pour le lot 1, les prestations sont réglées par des prix :

- **forfaitaires** par application des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- **unitaires** par application aux quantités réellement exécutées des prix indiqués dans le bordereau des prix pour les autres prestations.

Pour le lot 2, les prestations sont réglées par des prix **forfaitaires** par application des prix indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Dans tous les cas, les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les frais professionnels (compris comme les frais de transport, d'hébergement et de restauration du personnel du Titulaire) spécifiques à l'exécution de la prestation ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle sur les livrables.

7.2 – Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres. Le mois pris en compte pour la détermination des conditions économiques de référence est appelé « mois zéro ».

Les prix unitaires et forfaitaires sont fermes les deux premières années d'exécution.

Ils sont **révisibles une seule fois** à la date d'anniversaire de la 3^{ème} année d'exécution de l'accord-cadre, sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative de l'Acheteur, par application au prix d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule
$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'index de référence I pour le mois « n », est l'index **SYN Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)**, appliqué aux prix.

Lorsque I_n n'est pas connu à la date à laquelle doit intervenir un paiement, l'Acheteur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur connue de l'indice I.

Le paiement complémentaire, correspondant à la différence entre le montant dû sur la base des prix révisés en fonction de I_n et le montant du règlement provisoire, intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle I_n est publié. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier paiement de l'accord-cadre suivant la parution de l'index correspondant.

7.3 – Clause de réexamen des prix

Au cours de l'exécution du lot 1 de l'accord-cadre, si le montant des redevances du titulaire dues au titre des droits d'auteur (notamment concernant la PQR, la PQN ou des droits directs) augmente de plus de 5 %, l'Acheteur se réserve le droit de supprimer certains titres du corpus dont les droits sont trop élevés ou d'accepter une nouvelle tarification des droits selon les dispositions de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

Article 8 - Droit de propriété intellectuelle

8.1 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Connaissances antérieures et Connaissances antérieures standards

Les stipulations des articles 32.2 et 32.3 du CCAG PI, qui définissent les Connaissances antérieures et les Connaissances antérieures standards et également les stipulations des articles 33 et 34 du CCAG PI qui en précisent notamment le régime, s'appliquent au présent accord-cadre.

8.2 – Régime de propriété intellectuelle applicable aux Résultats

Conformément aux stipulations de l'article 32.1 du C.C.A.G.-PI, les Résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du présent accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les Livrables, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les Résultats comprennent les éléments réalisés par l'Acheteur dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'Acheteur en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent accord-cadre.

Le Titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les Résultats.

Le présent article déroge aux stipulations de l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.

Le Titulaire accorde au titre du présent article à l'Acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les Résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents de l'Accord-cadre et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'Accord-cadre.

Plus spécifiquement, s'agissant des Résultats protégés par un droit de propriété intellectuelle, les stipulations ci-après s'appliquent.

Le Titulaire cède à l'Acheteur, à titre exclusif, en contrepartie du prix versé au titre de l'Accord-cadre, l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats réalisés par le Titulaire, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, à savoir :

- Le droit de reproduction, en tout ou partie, incluant le droit de fixer, numériser, éditer, en tout ou partie, des Résultats, sans limitation du nombre d'exemplaires, sur tout support, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, DVD ;
- Le droit de représentation, en tout ou partie, des Résultats, incluant le droit de diffuser ou de faire diffuser à destination de tout public, par tout moyen, actuel ou futur, connu ou inconnu au jour de notification de l'Accord-cadre, et notamment par tous moyens de communication électronique ou multimédia tels que notamment câble, satellite, voie hertzienne, réseau de toute nature et notamment réseaux internes ou externes de type Internet, intranets, télévision numérique et/ou interactive ;
- le droit d'adapter, de traduire en toute langue, d'arranger, de numériser, retoucher, couper, et /ou de modifier, de faire évoluer, les Résultats, en tout ou partie, de les assembler et/ou de les intégrer dans toute autre prestation ou création intellectuelle, sous tout support et par tout moyen, et notamment, sur supports papier, supports magnétiques, optiques, numériques, informatiques, électroniques, pellicules, DVD, ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, actuel ou futur ;
- le droit d'exploiter les droits visés ci-dessus à titre onéreux ou non, en tout ou partie, notamment via des cessions, licences ou tout type de contrats, à titre exclusif ou non, de tout ou partie des droits cédés, conclus avec tout tiers ;

- de procéder à tous dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les Résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;
- le droit de rétrocéder, tout ou partie des droits cédés, et notamment consentir à tout tiers tout contrat de production audiovisuelle, de diffusion, de commercialisation et de toute licence concernant les Résultats, sous quelque forme, quelque moyen, quelque support que ce soit, tels que ci-avant visés.

La présente cession porte sur les droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des Résultats tels que détaillés ci-dessus, dans toutes leurs versions, qu'ils soient achevés ou inachevés.

A ce titre, il est expressément précisé que, en vertu de la présente cession, le Titulaire ne pourra s'opposer à la reprise et l'adaptation des Résultats tels que détaillés ci-dessus, en cas de résiliation anticipée de l'Accord-cadre du fait d'une défaillance du Titulaire, telle que visée au titre de l'article 14 du CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'ensemble des Résultats est effectuée pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents, quelles que soient les causes de cessation de l'Accord-cadre, pour la France et s'agissant des droits requis pour la diffusion par Internet et intranet pour le monde entier.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant de l'accord-cadre. Le prix prend en compte l'étendue de la cession, son caractère exclusif ou non ainsi que l'étendue des exploitations.

Article 9 - Garantie en contrefaçon

Le présent article déroge expressément aux stipulations « Garantie des droits » contenues dans l'article 35.4.2 du C.C.A.G.-P.I.

Le Titulaire déclare que les créations, contenus réalisés et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre et notamment les Livrables, Résultats, sont sa propriété exclusive ou qu'il détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle l'autorisant à conclure le présent Accord-cadre et à octroyer à l'Acheteur les droits qui y figurent et que rien ne s'oppose donc à la conclusion de l'Accord-cadre.

Le Titulaire garantit l'exploitation paisible de toutes les créations, contenus réalisés et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre et notamment les Livrables, Résultats. Le Titulaire garantit l'Acheteur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition intentées par des tiers au motif que tout ou partie des créations, contenus réalisés et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre du présent Accord-cadre et notamment les Livrables, Résultats, constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistants revendiqués par des tiers, ou un acte de concurrence déloyale parasitaire, la responsabilité de l'Acheteur ne pouvant être recherchée à ce sujet.

A ce titre, le Titulaire concerné prendra à sa charge tous les dommages et intérêts, sans limitation, auxquels l'Acheteur pourrait être condamné ou redevable aux termes d'une décision de justice ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication, ainsi que les indemnisations et frais de toute nature, dépensés par l'Acheteur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat et de justice.

En cas de réclamation comme indiqué ci-dessus, le Titulaire concerné doit, à son choix et à ses frais, dans des délais compatibles avec l'obligation pour l'Acheteur d'assurer son activité :

- soit modifier tout ou partie de l'élément litigieux afin d'éviter la contrefaçon, et ce, sans aucun impact sur la conformité aux spécifications de la création, du contenu, des Livrables, des Résultats et des prestations attendues au titre de l'Accord-cadre ;
- soit obtenir l'autorisation pour l'Acheteur de continuer à l'utiliser ;
- soit fournir une solution de remplacement répondant aux spécifications de l'Accord-cadre et ne donnant pas lieu à une action d'un tiers.

Le Titulaire déclare être titulaire ou bénéficiaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires sur les créations, les contenus, les Livrables, les Résultats, notamment tous les éléments audiovisuels, radiophoniques, les scripts, enregistrements, les traductions, les données ..., et les autres éléments fournis ou mis en œuvre par lui dans le cadre

du présent Accord-cadre ou qu'ils détient sur ceux-ci les droits de propriété intellectuelle et toutes les autorisations nécessaires l'autorisant à conclure et à exécuter le présent Accord-cadre, et donc à octroyer à l'Acheteur les droits visés aux articles « Droits de propriété intellectuelle » et « Droits de propriété intellectuelle applicables aux prestations de service informatique de l'Accord-cadre » des présentes.

Il est précisé que le présent article demeurera en vigueur pour la durée des droits cédés au titre de l'Accord-cadre, et donc après la cessation du présent Accord-cadre pour quelque cause que ce soit, et notamment en cas de résiliation dans les conditions prévues au présent CCAP.

Article 10 – Constatation de l'exécution des prestations

10.1 – Vérification et admission des Livrables et Contenus

Suite aux opérations de vérification, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises, dans les conditions suivantes :

A la remise de chaque Livrable et Contenu dû au titre d'une prestation commandée et conformément aux dates définies dans le CCTP et dans le planning défini entre les deux parties lors de la réunion de cadrage annuelle, l'Acheteur procède quotidiennement à la vérification du Livrable remis. A ce titre, l'Acheteur vérifie :

- Que les Livrables et contenus remis sont complets et conformes aux exigences des Documents Contractuels ;
- Que les Livrables et contenus remis présentent le niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre au titre de l'accord-cadre.

Dès lors que i) les Livrables et contenus sont conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ii) que la prestation commandée à laquelle se rapporte les Livrables et contenus ont été exécutées conformément aux Documents Contractuels, l'Acheteur procède à l'admission des prestations.

Les prestations effectuées chaque jour sont réputées admises dès lors qu'elles ne font l'objet d'aucune observation de la part de l'Acheteur du groupement notifiée au titulaire sous 24 heures.

Si les Livrables ou l'exécution des prestations ne sont pas conformes aux stipulations des Documents Contractuels, l'Acheteur informera le Titulaire du rejet des prestations au plus tard le lendemain du jour auquel se rapportent les prestations en cause, en indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification peut être effectuée par courrier électronique, et peut être confirmée par courrier dans un délai maximum de huit jours calendaires à compter du jour auquel se rapportent les prestations en cause.

Par suite, si les défauts constatés affectent le(s) Livrable(s) remis (revue de presse), le Titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires dans un délai de **24 heures** à compter de la réception de la décision de rejet transmise par l'Acheteur, notamment s'il s'agit de Loupés.

En cas de nouveau refus de validation par l'Acheteur, ou en l'absence de correction du Titulaire dans le délai prévu ci-dessus, ou si les défauts constatés affectent l'exécution de la prestation et sont insusceptibles de correction, l'Acheteur pourra :

- soit notifier une décision d'admission avec réserve des prestations et appliquer sur le prix des prestations concernées, par simple notification écrite, une réfaction proportionnelle aux imperfections constatées qui pourra, à la convenance de l'Acheteur, être directement imputée sur les sommes restant dues au Titulaire ou faire l'objet d'une facturation audit Titulaire, notamment si les citations des mots clés dans les articles ne sont pas visuellement matérialisées ;
- soit rejeter définitivement la prestation, auquel cas le paiement de celle-ci ne sera pas dû, et le cas échéant, résilier l'accord-cadre de plein droit par lettre recommandée avec avis de réception pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

10.2 – Vérification et admission de la Plateforme

Des opérations de vérification ayant pour but de constater que la plateforme fournie par le Titulaire est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation se feront dans les conditions prévues à l'article 5.10.15 du présent document.

A l'issue de la période de vérification, l'Acheteur prononcera l'admission de la Plateforme et des paramétrages réalisés.

Lorsque l'Acheteur n'aura pas été en mesure de prononcer la réception dans les délais prévus faute de correction par le titulaire des anomalies signalées, il sera fait application des dispositions de l'article 6.10.16 « Pénalités complémentaires à l'article 12 ».

Article 11 – Modalités de règlement des comptes

11.1 – Garanties Financières

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution de l'Accord-cadre.

11.2 – Acomptes et paiement partiels définitifs

Les modalités de règlement des acomptes et paiement partiels, pour chaque livrable, sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-PI.

S'agissant des demandes de paiement afférentes aux prestations exécutées par bon de commande, le montant des prestations commandées et réalisées est dû après vérification et admission du ou des livrables attendus au titre de la prestation prononcée dans les conditions définies au présent CCAP, et est réglé trimestriellement sur présentation d'une demande de paiement (facture) par le titulaire.

11.3 – Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG- PI et sont établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de l'Accord-cadre ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau des prix unitaires et à la décomposition du prix global et forfaitaire, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables en cours d'exécution et directement liés à l'Accord-cadre ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- La nature des prestations exécutées.

Les demandes de paiement devront indiquer impérativement le numéro de commande de l'Acheteur. A défaut, elles ne pourront pas être traitées.

De plus, chaque facture devra obligatoirement, comporter les coordonnées bancaires au format IBAN.

Le libellé de facturation doit être le suivant :

Caisse des Dépôts et Consignations
DEOFF2-Plateforme d'exécution des dépenses
56 rue de Lille
75356 PARIS 07 SP

Transmission des factures :

Le dépôt et la transmission des factures sont effectués exclusivement de manière électronique sur le Portail SY de Cegedim (fichier PDF natif, pas de scan).

Les factures transmises par tout autre moyen (courrier postal, transmission par courriel, ...) seront rejetées (obligation de facturation électronique depuis le 1er janvier 2020).

Pour l'accès au portail SY le Titulaire reçoit ses codes d'accès sur l'adresse mail contact déclarée sur la plateforme Provisis lors de l'attribution de l'accord-cadre. Si vous ne recevez pas vos codes d'accès, merci de vous adresser à l'adresse électronique suivante : assistance-sy@caissedesdepots.fr.

Le portail SY permet de consulter le statut des factures après intégration par la Caisse des Dépôts jusqu'au paiement.

Le mode opératoire « Facturez plus facilement la Caisse des Dépôts, recevez plus rapidement vos règlements » ainsi que le « Portail SY – Les bonnes pratiques à adopter » sont détaillés en annexe, et à transmettre à votre service facturation.

11.4 – Délai global de paiement

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'Acheteur ou toute autre personne habilitée par l'Accord-cadre à cet effet.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires ainsi que d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant et le délai de paiement sont déterminés en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

11.5 – Paiement des cotraitants

En cas de cotraitance :

- En cas de Groupement conjoint, chaque membre du Groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de Groupement solidaire, le paiement peut être soit effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du Groupement ou du mandataire, soit réparti entre les membres du Groupement, selon les stipulations prévues à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG- PI.

11.6 – Paiement des sous-traitants

Le Titulaire peut recourir à des sous-traitants pour l'exécution de prestations de l'Accord-cadre, à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Acheteur soit avant la notification de l'Accord-cadre, soit en cours d'exécution de l'Accord-cadre, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont les suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'Acheteur au Titulaire de l'Accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.
- Le Titulaire a 15 (quinze) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et l'Acheteur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- L'Acheteur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 12 – Pénalités

Les stipulations du présent article dérogent à l'article 14 du CCAG. P.I.

12.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire au cours d'exécution de l'Accord-cadre, hors pénalités appliquées au titre des articles 12.2 à 12.4 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à **50 % du montant cumulé HT des prestations forfaitaires et des prestations à bons de commande pour le lot 1 et du montant cumulé HT des prestations forfaitaires pour le lot 2** émises en exécution de l'Accord-cadre.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 39 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-PI.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. De même, la non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard à raison de leur montant.

12.2 – Pénalités de retard des prestations autres que la plateforme

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le Titulaire encourt, en cas de retard d'exécution d'une prestation, l'application de pénalités définies ci-après.

Les retards sont définis conformément aux délais fixés dans le CCTP.

Une pénalité pourra être appliquée par l'Acheteur pour tout retard par rapport aux délais visés au CCTP :

➤ Pour le lot 1 :

- **livraison des retombées médiatiques** : au-delà de 15 retards de livraison constatés sur le mois : 50 € TTC appliqué sur le mois suivant

- **livraison de la revue de presse quotidienne « Groupe »** aux abonnés mis à disposition sur la Plateforme, dans les conditions suivantes :

- Livraison après 8h30 : 100 € TTC
- Livraison après 8h45 : 200 € TTC
- Livraison après 9h00 : 300 € TTC

- **Non-information aux administrateurs** d'un retard après 7h00 conformément à l'article 3.1.12 du CCTP :

- Information après 7h30 : 100 € TTC
- Information après 7h45 : 200 € TTC
- Information après 8h00 : 300 € TTC

- **livraison de fichiers téléchargeables audio ou vidéo ou de scripts** du jour au-delà d'une heure de retard : 100 € TTC,

➤ Pour le lot 2 :

- **livraison de la synthèse quotidienne** aux administrateurs dans les conditions suivantes :

- Livraison de la synthèse quotidienne du jour après 10h15 / 10h30 : 50 € TTC
- Livraison de la synthèse quotidienne du jour après 10h30 / 10h45 : 100 € TTC

12.3 – Pénalités de retard spécifique à la Plateforme

En cas de retard spécifique à la Plateforme, les pénalités décrites à l'article 6.10.16 du présent CCAP s'appliqueront.

12.4 – Pénalités pour autres motifs

12.4.2 - Pénalités pour Loupés dans « La presse print, web, réseaux sociaux et audiovisuelle »

Toute retombée (hors réseaux sociaux) contenant une citation de nos mots-clés et non intégrée à la plateforme est considérée comme Loupé. A l'inverse, une retombée ne citant pas un de nos mots-clés et intégrée à la plateforme sera également considérée comme Loupé.

Dans les deux cas, une pénalité de **50 € TTC par Loupé** pourra être appliquée au bénéfice de la Caisse des Dépôts.

12.4.3 - Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **10 %** du montant cumulé HT des prestations forfaitaires et à bons de commande émis en exécution de l'Accord-cadre et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

12.4.4 - Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de retard dans la communication des éléments demandés à l'article 16.5 du présent CCAP, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est de 100 euros par jour de retard, selon le délai de référence.

Article 13 – Responsabilités et Assurances

13.1 – Responsabilité contractuelle du Titulaire

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre. Il est seul responsable dans les conditions de droit commun, de tout manquement ou de toute défaillance de son sous-traitant et se porte fort du respect de l'ensemble des obligations par son sous-traitant.

En cas d'impossibilité de son sous-traitant d'assurer le respect des obligations et la continuité du service, le Titulaire s'engage, à ses frais et risques, à assurer par tous moyens la poursuite du service notamment par le recours à un tiers fournissant un service similaire.

Le Titulaire déclare disposer d'une police d'assurance Responsabilité civile professionnelle couvrant tous les dommages immatériels susceptibles d'être causés à l'Acheteur.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des **dommages directs** causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent accord-cadre.

Toutefois, le plafond susvisé ne s'applique pas :

- en cas de manquement du Titulaire à ses obligations légales ou contractuelles telles que visées en annexe « sous-traitance de traitement de données à caractère personnel », en qualité de sous-traitant au sens de la réglementation et législation applicable en matière de données à caractère personnel ;

- en cas de faute lourde ou dolosive du Titulaire.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

13.2 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification de l'Accord-cadre et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution de l'Accord-cadre avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Il devra également fournir une nouvelle attestation conforme aux dispositions ci-avant à chaque reconduction de l'accord-cadre.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire de l'Accord-cadre s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai **d'un (1) mois**. L'Acheteur se réserve le droit de résilier l'Accord-cadre s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Article 14 – Résiliation de l'Accord-cadre

14.1 – Conditions de résiliation de l'Accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG-PI.

Outre les cas visés à l'article 39 du CCAG-PI, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du Titulaire :

- a) en cas de décision répétée de rejet prise par l'Acheteur en application de l'article 9 du présent document ou de rejet définitif d'une prestation suite à deux aller-retours entre les Parties;
- b) en cas d'atteinte des plafonds de pénalités stipulés à l'article 12 du CCAP ;
- c) en cas d'insuffisance de la police d'assurance du Titulaire ;
- d) en cas de non-respect par le Titulaire de l'obligation de communication de documents prévue à l'article 16.4 du présent CCAP ;
- e) en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique.

Dans tous ces cas, sauf cas prévu au d), la résiliation ne peut être prononcée qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de faire valoir ses observations.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire ne perçoit aucune indemnisation, sous réserve des frais et investissements engagés par exécuter spécifiquement les prestations prévues au présent accord-cadre, sur justificatif dûment fourni par le Titulaire.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du Titulaire.

14.2 – Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire de l'Accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'Accord-cadre.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'Accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'Accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'Accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

Article 15 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

Article 16 – Clauses complémentaires

16.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

16.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

16.3 – Information du Titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption

L’Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d’influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l’exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire qu’il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu’il est y est assujéti.

16.4 – Régularité administrative du Titulaire

Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur www.provigis.com, plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution de l’Accord-cadre** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l’étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l’article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l’organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s’assure de l’authenticité auprès de l’organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF**.

- Lorsque l’immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu’il s’agit d’une profession réglementée, un **justificatif d’immatriculation** qui pourra être l’un des documents suivants :

- a) Un extrait de l’inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d’identification justifiant de l’inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu’y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l’adresse complète et le numéro d’immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d’un ordre professionnel, ou la référence de l’agrément délivré par l’autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d’un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d’inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

- **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l’article L.5221-2^o du Code du travail (ou attestation sur l’honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d’embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d’origine. Lorsqu’un tel certificat n’est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n’existe pas, par une déclaration solennelle faite par l’intéressé devant l’autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d’une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l’objet d’équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d’origine.

16.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales

La Caisse des dépôts exige que le Titulaire s’engage en particulier à respecter les obligations suivantes :

- **Mesurer régulièrement les émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités et mettre en œuvre des mesures visant à les limiter**
- De manière générale, réduire son impact sur l’environnement (y compris sur le volet biodiversité).

Le Titulaire communique annuellement à la Caisse des Dépôts, les émissions de gaz à effet de serre occasionnées par les prestations réalisées pour le compte de cette dernière dans le cadre du présent accord-cadre.

A défaut, le Prestataire communique :

- le volume total de ses émissions de gaz à effet de serre :
 - de préférence, si disponible, le dernier Bilan carbone® réalisé, assorti d'une notice méthodologique présentant les postes d'émission pris en considération
 - subsidiairement, lorsqu'il y est soumis, son dernier BEGES (bilan des émissions de gaz à effet de serre) réalisé en vertu de l'article L. 229-25 du code de l'environnement,
- le poids des prestations réalisées pour la Caisse des Dépôts, rapporté à l'ensemble de ses activités (en pourcentage), pour l'année du reporting et pour l'année de son dernier bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Ces éléments sont communiqués chaque année annuellement à la date anniversaire de l'Accord-cadre.

Article 17 – Dérogations au CCAG – Prestations intellectuelles.

- L'article 4 déroge à l'article 5.2.1 du CCAG – PI.
- L'article 5.2 déroge à l'article 13.3 du CCAG – PI.
- L'article 6.3 déroge à l'article 5.1.2 du CCAG – PI.
- L'article 6.10.11 déroge à l'article 19.3 du CCAG – PI.
- L'article 6.10.15 déroge aux articles 28 et 29, et chapitre 7 du CCAG – PI.
- L'article 6.10.16 déroge à l'article 14 du CCAG – PI.
- L'article 8.2 déroge à l'article 35 du CCAG – PI.
- L'article 9 déroge à l'article 35.4.2 du CCAG – PI.
- L'article 12 déroge à l'article 14 du CCAG – PI.
- L'article 14.1 déroge à l'article 40 du CCAG – PI.